

Municipales 2026 – Tribune

« Ne laissons pas l'extrême droite décider de l'avenir de nos territoires »

Le danger de l'**extrême droite** n'a jamais été aussi présent. Son projet ne se cache plus : remettre en cause les équilibres démocratiques, fragiliser les droits fondamentaux et imposer une vision autoritaire de la société.

Partout où elle gouverne, le même bilan : justice sous contrôle, **presse muselée**, syndicats et associations entravés, droits sociaux laminés, droits des femmes attaqués, urgence climatique niée. Ce n'est pas de la politique, c'est un système qui détruit méthodiquement ce que des générations ont construit.

Les élections municipales à venir constituent un tournant décisif.

La mairie, c'est la première porte de la République. C'est là que se joue concrètement l'égalité : le logement accessible ou hors de prix, les transports qui fonctionnent ou pas, l'école qui reste ouverte, la crèche, les lieux culturels de proximité, le bon fonctionnement de la démocratie locale, le service public qui résiste...

Confier cette première porte à l'extrême droite, c'est laisser entrer ceux qui veulent refermer la République sur elle-même. C'est accepter que l'égalité, la solidarité et le vivre-ensemble reculent dans nos propres rues.

L'extrême droite ne sort pas de nulle part. Elle se nourrit du déclassement, des **territoires abandonnés**, du travail qui ne paie plus, des services publics qui ferment. Elle grandit aussi lorsque le débat public se laisse enfermer dans ses thèmes, lorsque la stigmatisation, souvent traversée par le racisme, l'emporte sur la recherche de solutions.

Mais rien n'est joué. Les mobilisations de ces derniers mois l'ont démontré : ce pays refuse le pire. Des millions de personnes restent attachées à la démocratie, à la **justice sociale**, aux libertés. Cette force existe. Elle attend des perspectives concrètes, pas des discours creux.

Faire barrage à l'extrême droite ne peut se limiter à des déclarations de principe. Cela exige des réponses concrètes aux urgences qui fracturent le pays : redonner du sens au travail, agir pour les salaires, les minimas sociaux et le **pouvoir d'achat**, protéger les plus précaires, investir dans les services publics, lutter contre les inégalités territoriales, accompagner les transitions industrielles et écologiques, renforcer la démocratie locale et sociale.

Les forces républicaines ont la responsabilité de présenter des projets clairs et crédibles, en prise avec les réalités vécues par les habitantes et les habitants. C'est par la cohérence des choix, la lisibilité des positions et la capacité à répondre aux urgences sociales et territoriales que l'extrême droite peut être durablement contenue.

Les élections municipales se jouent aussi dans la clarté des choix, en particulier au second tour. Face à l'extrême droite, l'ambiguïté n'est pas une option. Les électrices et les électeurs ont besoin de repères lisibles, de positions assumées et de refus explicites de toute complaisance avec les partis d'extrême droite. La responsabilité républicaine impose de ne laisser aucun doute sur le fait que l'extrême droite ne peut être un partenaire, ni direct ni indirect, de la gestion de nos communes.

Dans chaque territoire, nous alerterons, mobiliserons et interpellons les candidates et candidats aux élections municipales. Nous leur demanderons comment ils entendent défendre concrètement la démocratie, la cohésion sociale et l'égalité des droits, et quelle part ils prendront dans la lutte contre l'extrême droite.

L'extrême droite avance là où l'on renonce à la justice sociale, **aux services publics** et à la démocratie. Lui faire barrage ne se décrète pas. Cela se construit. Maintenant.

Les signataires :

Marylise Léon, Secrétaire générale de la CFTD - Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT - Najat Vallaud-Belkacem, Présidente de France Terre d'Asile - Cécile Dufлот, Directrice générale d'Oxfam France - Bruno Morel, Président d'Emmaüs France - Nathalie Tehio, Présidente de la LDH (Ligue des droits de l'Homme) - Dominique Sopo, Président de SOS Racisme - Laurent Escure, Secrétaire général de l'UNSA - Caroline Chevé, Secrétaire générale de la FSU - Julie Ferrua et Murielle Guilbert, Co-déléguées générales de l'Union syndicale Solidaires - Patricia Coler, Déléguée générale de l'UFISC - Régis Balry, Directeur National du CEMEA - Joséphine Delpéyrat, Déléguée générale d'Animafac - Sophie Descarpentries, Coprésidente de FRENE, réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement - Anne Féray, Coprésidente du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples - Tatiana Formet, Représentante légale du - Mouvement national Peuple et Culture - Enzo Garcia, Président d'Erasmus Student Network France - Antoine Gatet, Président de France Nature Environnement - Nicolas Gavrilenko, Président de l'UFAL - Union des Familles Laïques - Monique Guyot-Bernit, Présidente de la Cimade - Hania Hamidi, Secrétaire générale de l'UNEF - Yannick Hervé, Coordinateur national 1001 territoires Pour la fraternité - Evanne Jeanne-Rose, Présidente de l'Union Nationale pour l'Habitat Jeunes (UNHAJ) - Ugo Joly, Président de Concordia - Hélène Lacassagne, Présidente de La Ligue de l'Enseignement - Aurore Laloux, Présidente des Jeunes Européens, France - Armel Le Coz, Co-président de Démocratie ouverte - Anne Mazé, Présidente de l'Association des Ludothèques Françaises - Olivier Morzelle, Président d'ATD Quart Monde - Daniel Mosmant, Administrateur d'URHAJ Île-de-France - Suzanne Nijdam, Présidente de la FAGE (Fédération des Associations Générales Étudiantes) - Roland Nivet, Secrétaire national et porte-parole national du Mouvement de la paix - Céline Piques, Porte-parole d'Osez le Féminisme - Suzy Rojzman, Porte-parole du Collectif national pour les Droits des Femmes - François Sauterey, Coprésident du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples - Arnaud Tiercelin, Coprésident du CNAJEP